

Le crédit bancaire est en bérne en 2018

■ L'encours a progressé de 1% seulement en 2018 ■ Tous les segments des crédits sont concernés. ■ La confédération des PME considère que les produits proposés par les banques ne sont pas adaptés aux besoins.

Une période où le crédit bancaire évoluait à deux chiffres, dépassant parfois les 30%, serait-elle révolue ? Nul ne peut l'affirmer avec certitude, mais les dernières statistiques de Bank Al-Maghrib le laissent penser. En effet, l'encours s'est accru d'à peine 1% à fin novembre de 2018, pour atteindre 844 milliards de DH. Le mois de décembre, dont les chiffres ne sont pas encore publiés, ne devrait pas changer la donne.

Au mieux, une quasi-stagnation en 2019

Qu'en sera-t-il de 2019 ?

Les professionnels et les banquiers contactés ne sont pas certains de l'évolution du comportement du marché. Selon eux, «au mieux, l'encours des crédits devrait s'inscrire sur la même tendance de cette année». Plusieurs éléments plaident pour la poursuite de cette quasi-stagnation. A leur tête, figure l'activité économique qui ne risque pas de se ressaisir de sitôt. Il n'y a qu'à voir le taux de croissance du PIB prévu pour 2019 (2,9% selon le HCP et 3,2% pour Bank Al-Maghrib). Cela d'un côté. D'un autre, un professionnel évoque les dispositions «un peu trop strictes de la Loi de finances de cette année qui devraient affecter inévitablement la santé de l'économie marocaine» ■



l'ensemble des segments du crédit. A commencer par les crédits à l'équipement dont l'encours est en augmentation de 1% seulement, à 172 milliards de DH. «L'investissement privé n'a pas connu une évolution satisfaisante en cette année. Peu d'investissements ont été engagés, notamment dans le secteur des services», explique un banquier. Compte tenu de la conjoncture économique, les opérateurs potentiels préfèrent reporter leurs décisions d'investissement. C'est tout le contraire de l'année 2017 durant laquelle la dynamique de l'investissement au Maroc a été plus solide, puisque l'encours des crédits à l'équipement s'était amélioré de 12%. C'était exceptionnel. L'évolution résultant de l'engagement de la plupart des établissements de la place d'atténuer les conditions de financement des TPME et des professionnels. A cet égard, des budgets conséquents avaient été alloués à cette catégorie de clientèle.

La faiblesse des commandes a réduit les besoins en trésorerie

«Deux facteurs conjoints expliquent la quasi-stagnation constatée en 2018. D'un côté, les banques ne fournissent plus autant d'efforts pour aller chercher les PME. De l'autre, les porteurs de projets ont calmé

leurs ardeurs», ironise un autre banquier. Abdellah El Fergui, président de la Confédération marocaine de la TPME-PME, invoque un tout autre problème : des produits des banques non adaptés aux besoins des entreprises, les TPPE notamment. «Certaines banques se targuent d'avoir misé fort sur le segment des TPME, en leur dédiant même des cannes spécifiques. Mais encore faut-il disposer d'une définition globale de la TPPE et la PME au Maroc», commente-t-il. Tout comme pour le financement de l'équipement, les crédits de trésorerie ont timidement évolué. L'encours n'a pro-

gressé que de 2% pour s'établir à 170 milliards de DH. Ce n'est certainement pas la faute aux banques qui disposent de liquidités pour octroyer ces lignes de crédit de très courte durée, mais à la faiblesse des commandes et l'évolution de l'activité économique, en général, qui poussent les entreprises à recourir moins à ces lignes de financement.

Faible demande de la promotion immobilière et des ménages

Si l'activité des entreprises n'est pas au top de sa forme, l'activité immobilière l'est encore moins. L'encours des

crédits immobiliers (promotion et habitat) s'est apprécié de 2%, à 263 milliards de DH. Il recouvre une hausse de 4% des crédits liés aux acquéreurs (202 milliards de DH). «C'était attendu. Au vu des membres vacants, de la raréfaction des transactions décrite par les agents immobiliers, du stock d'inventarisés des promoteurs, on peut clairement conclure que le dynamisme des clients potentiels s'estompe de plus en plus», explique un promoteur. Le bas niveau des taux d'intérêt et la bataille acharnée que mènent les banques pour conquérir et fidéliser des clients n'ont finalement pas porté de bons fruits. En 10 ans, le taux de progression de l'encours a chuté de 11 points.

La promotion immobilière n'est pas en reste. Le stock des prêts dédiés à cette activité a baissé de 4%, à 57 milliards de DH, contre une augmentation de 8% en 2017. Même la consommation des ménages en 2018 n'a pas atteint des plateaux, comme l'atteste l'encours des crédits à la consommation qui a évolué de 6% pour atteindre 54 milliards de DH. Il faut dire que ce niveau de progression est maintenu depuis plusieurs années déjà.

Enfin les années (2007, 2008...) où l'encours progressait d'une année à l'autre d'une moyenne de 25% ■ **IBTISSAM BENCHAMMA**

Les ressources progressent plus rapidement

A fin novembre, les dépôts ont atteint 903 milliards de DH, en hausse de 3,3% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse recouvre une croissance de 4,7% des comptes courants et des comptes chèques à 536 milliards de DH, de 6,3% des comptes à terme et bons de caisse (163 milliards de DH) et de 3,8% des comptes d'épargne (159 milliards de DH). Même si les comptes sur carnet et les dépôts à terme n'offrent pas une rétribution aussi alléchante qu'avant, les ménages continuent d'y placer leur argent, faute d'alternatives. Sur le second semestre de l'année dernière, les comptes sur carnet ont offert un rendement de 1,88% HT, au moment

où les dépôts à terme sont rémunérés à 2,73% HT sur 6 mois et 3,02% HT sur 12 mois (en retrait de 14 et 9 points de base respectivement par rapport à novembre 2017). Au vu du contexte de liquidité satisfaisante, les banques font peu d'efforts sur la rémunération pour attirer la clientèle, sauf en direction des gros déposants, à savoir les institutionnels. Au mieux, le client lambda reçoit une rémunération de 2,5% HT. En tout cas, l'encours des dépôts des particuliers et des MRE s'est rallongé de 4%, à 672 milliards de DH. Dans le même temps, l'encours des dépôts des entrepreneurs individuels a accusé un retrait de 8,8%, à 27 milliards de DH ■